

**SÉCURITÉ** | Des jeunes vont être formés pour surveiller les abords des manifestations ou assurer le filtrage à l'entrée des stades lors des JO de Paris. Les pouvoirs publics espèrent attirer 3 000 recrues.

# Les étudiants appelés à la rescousse pour filtrer les accès aux Jeux

Gwenaél Bourdon

**LE PROCÉDÉ** est inédit. Pour faire face aux énormes besoins en sécurité privée des Jeux olympiques de Paris, les pouvoirs publics recrutent désormais... dans les lycées et les universités d'Île-de-France. En témoigne ce mail, tombé il y a quelques jours dans les messageries des lycéens d'un établissement de Seine-Saint-Denis, entre deux informations sur les inscriptions à Parcoursup : « Les services de l'État souhaitent former et recruter 3 000 étudiants et jeunes [...] pour la surveillance ou encore le contrôle de sécurité à l'entrée des stades. »

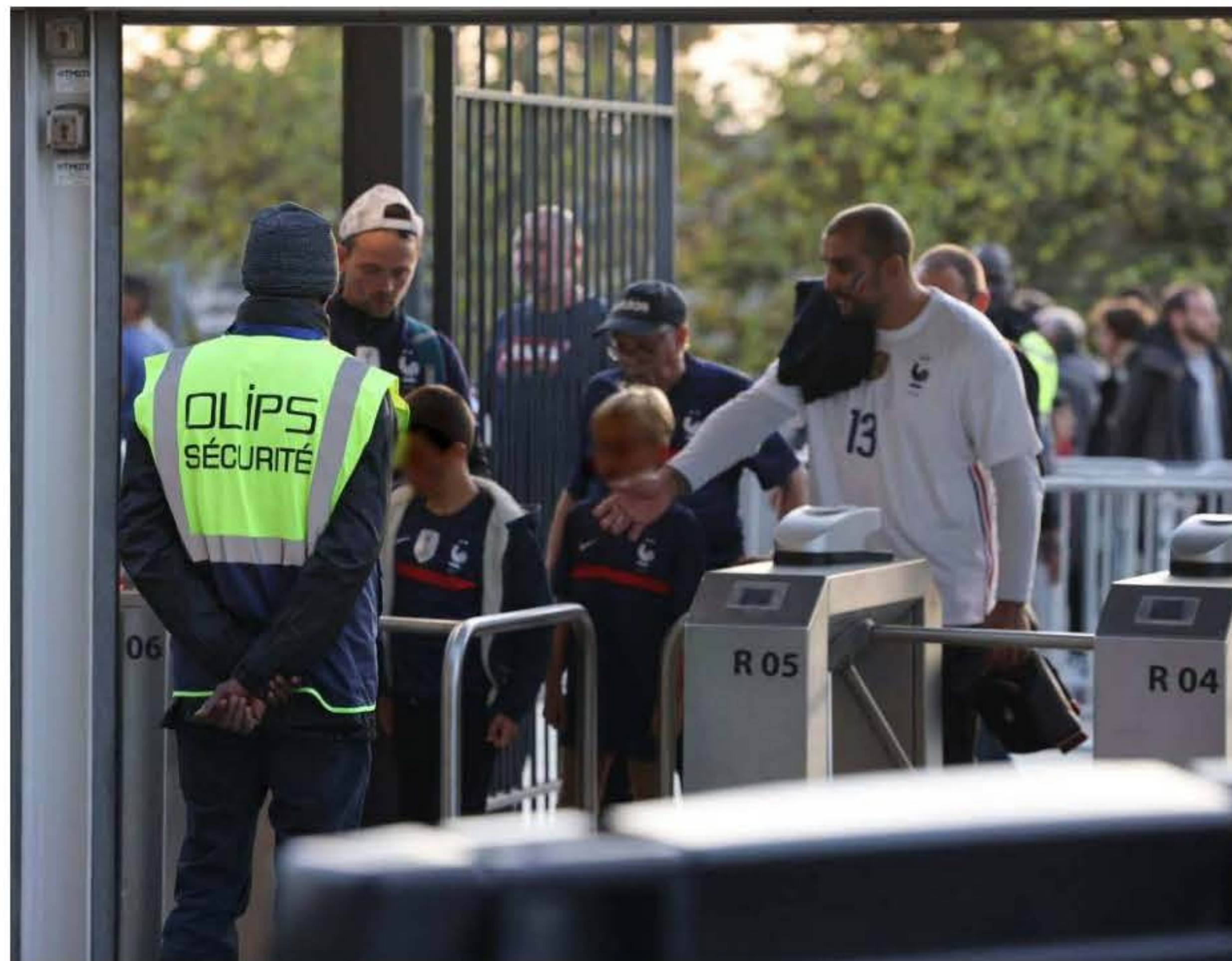
Des missions « compatibles avec la poursuite d'études », et pour lesquels les jeunes sont incités à s'inscrire à une formation de 106 heures ne remettant pas en cause le bénéfice d'une bourse d'études. Voilà qui pourrait en appâter plus d'un, parmi des étudiants dont la précarité a régulièrement défrayé la chronique au cours de ces derniers mois.

## Formation gratuite et rémunérée

Attention, il faut, pour postuler, remplir quelques conditions : être majeur au plus tard en juin 2024, avec un casier judiciaire vierge et justifier de cinq ans au moins de présence sur le sol français (disposition imposée désormais à l'ensemble des agents de sécurité privée par la loi Sécurité globale). La formation proposée aux étudiants est plus courte que celle permettant de devenir agent de sécurité. Elle ne dure que trois semaines (dont l'une peut être suivie en ligne et à distance), au lieu de cinq. Elle permet de décrocher un certificat de qualification professionnelle intitulé Participer à la sécurité des grands événements.

Point notable : elle est gratuite et rémunérée, à hauteur de 352 € pour les moins de 26 ans, 482 € pour les plus âgés. Ceux qui résident en Île-de-France et iront au bout du programme pourront aussi toucher une prime du conseil régional de 600 €.

Les étudiants ainsi formés seront « agents de sécurité événementielle », avec une carte professionnelle tempo-



raire, valable jusqu'à la mi-2025. À ce titre, ils pourront effectuer les tâches de contrôle d'accès, de filtrage, de palpation aux abords des sites de compétition sportive durant les Jeux de Paris. Le job ne garantit donc pas, loin de là, de pouvoir assister aux épreuves olympiques !

« La sécurité se joue d'abord à l'entrée des sites », confirme Nadine Crinier, directrice régionale de Pôle emploi Île-de-France, qui souligne cependant qu'une réflexion a été engagée sur les attentes des jeunes recrues, et la création d'une « communauté » – laquelle pourra par la suite accéder à d'autres événements culturels et sportifs. « Les jeunes sondés y voient aussi une ligne en plus sur leur CV, utile pour demander un stage, un emploi », poursuit Nadine Crinier.

## Des opportunités d'emploi hors JO ?

« Dès la fin de leur formation, les candidats seront mis en relation avec des entreprises qui recrutent déjà », assure

encore Nadine Crinier, évoquant la sécurité privée mais aussi les professionnels de la sécurité événementielle. Toutefois, les jeunes ainsi formés ne seront pas des vigiles à part entière.

Avec une certification d'agents de sécurité événementielle, ils ne pourront être recrutés que pour les événements (matches, festivals, concerts) rassemblant plus de 300 personnes.

C'est là que le bât blesse, estime Florent Lecoq, négociateur de la CGT dans la sécurité privée qui a participé aux discussions autour de cette nouvelle qualification. « Ces événements ne représentent que 4 % du marché de la sécurité. C'est comme si vous embauchiez un boulanger qui n'a le droit de faire que le nappage chocolat des pâtisseries. Légalement, ces étudiants ne pourront pas travailler de nuit, être gardiens, faire des rondes... Ceux qui veulent un métier en parallèle de leurs études devraient pouvoir faire la formation complète de cinq semaines. »

Stade de France (Saint-Denis), septembre 2022. Les lycéens et les étudiants recrutés pourraient être amenés à effectuer des contrôles de sécurité à l'entrée de certains sites olympiques. (Illustration)

Du côté de Pôle emploi, on précise que les jeunes n'auront pas le choix et devront dans un premier temps se contenter des 106 heures prévues. Il sera possible ensuite de passer à un module complémentaire de 69 heures, mais cela supposera de se représenter à un examen.

## Déjà 474 réponses de jeunes intéressés

Pour l'heure, l'information n'a été diffusée que dans les établissements scolaires d'Île-de-France. « Pôle emploi et les rectorats se partagent les rôles. Les équipes éducatives disposent d'un kit d'information pour renseigner les élèves. Ceux-ci peuvent utiliser un QR code pour accéder à la page Internet qui donne toutes les précisions.

Ceux qui sont intéressés remplissent une fiche avec leurs coordonnées en ligne, pour être recontactés par Pôle emploi », indique Nadine Crinier. En quelques jours, ses équipes ont déjà collecté 474 fiches de potentiels candidats. Virgile Jossinet en fait

partie. Étudiant en première année de fac d'anglais à Cergy (Val-d'Oise), le jeune homme de 21 ans a été prévenu par un mail du Crous. « Je me suis dit que ça pouvait être sympa de participer aux JO d'une façon ou d'une autre, explique-t-il. Ça n'arrive pas souvent, les Jeux en France. Je m'étais inscrit au tirage au sort pour y assister en spectateur. Mais quand j'ai vu que les places étaient entre 70 et 120 €, pour une seule épreuve... En tant qu'étudiant je ne peux pas me le permettre. »

Alors, pourquoi ne pas profiter des Jeux en faisant la sécurité ? « C'est plus sympa que travailler à l'usine ou dans les champs », explique ce sportif originaire du Lot-et-Garonne qui pratique escalade, course à pied, judo et musculation à ses moments perdus. Même s'il ne veut pas en faire son métier, Virgile compte également sur la formation pour l'aider « à avoir accès à d'autres jobs ensuite ».

## Un dispositif un peu complexe

Comme les autres candidats, l'étudiant de Cergy sera ensuite orienté vers un organisme de formation dûment habilité. Mille neuf cents formations sont programmées en 2023, 1 100 en 2024. « Est-ce que ces jeunes vont vraiment travailler une fois cette formation terminée ? Est-ce qu'une formation de trois semaines était vraiment nécessaire pour assurer la palpation et le contrôle des badges ? » s'interroge un patron du secteur de la sécurité privée, qui juge le dispositif un brin complexe.

L'effort de toute façon marginal, au regard des enjeux liés aux JO de 2024 : la Cour des comptes a récemment jugé impossible de recruter les 22 000 à 30 000 agents de sécurité privée nécessaires, et a appelé les organisateurs à plancher sur des « scénarios alternatifs ». Le comité d'organisation (Cojo) dévoilera très prochainement le nom des premières entreprises désignées pour les marchés de sécurité des JO.

Virgile, lui, attend l'été 2024 avec impatience. « Même si je n'assiste pas aux épreuves, je vais participer à cet événement. Il doit y avoir une ambiance incroyable, non ? »

**“ C'est plus sympa que travailler à l'usine ou dans les champs ”**  
Virgile Jossinet, 21 ans